

Les apprentis sorciers de la dissolution.

LONGTEMPS RÉDUIT À UN RÔLE MARGINAL À L'ÉLYSÉE, LE CONSEILLER MÉMOIRE DU PRÉSIDENT, BRUNO ROGER-PETIT, EST DEVENU UN ÉLÉMENT-CLÉ DU DISPOSITIF D'EMMANUEL MACRON, FÉDÉRANT AUTOUR DE LUI UNE BANDE DE FIDÈLES. HABITUÉ AUX COUPS DE BILLARD AVEC LA DROITE ET L'EXTRÊME DROITE, LE PETIT GROUPE FORMÉ NOTAMMENT DE JONATHAN GUÉMAS, PIERRE CHARON OU CLÉMENT LÉONARDUZZI A IMAGINÉ ET DÉFENDU LE SCÉNARIO DE DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE. IL SE PLACE AUJOURD'HUI AUX AVANT-POSTES DE LA CAMPAGNE DES LÉGISLATIVES. Texte Ariane CHEMIN et Olivier FAYE

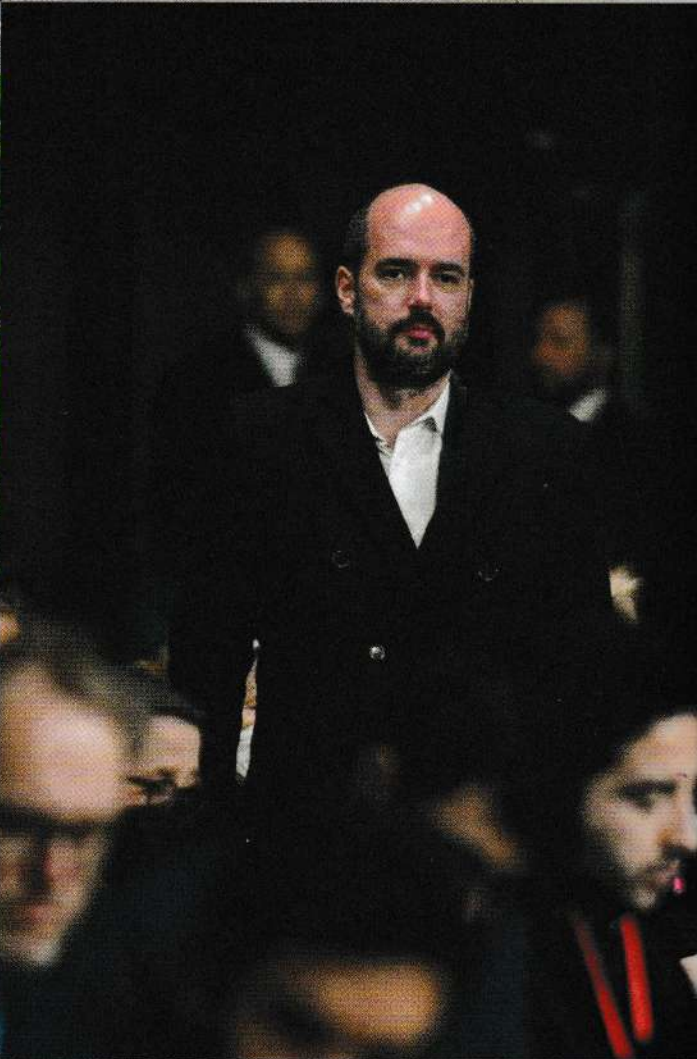


Le perron de l'Élysée en novembre 2023.



De gauche à droite et de haut en bas, l'ancien sénateur Pierre Charon, en août 2023 ; le conseiller spécial du président de la République Jonathan Guémas, en février 2022 ; le conseiller mémoire Bruno Roger-Petit, en septembre 2023 ; le patron de Publicis Consultants, Clément Léonarduzzi, en mars 2022.

Page de droite, Emmanuel Macron, en mars.



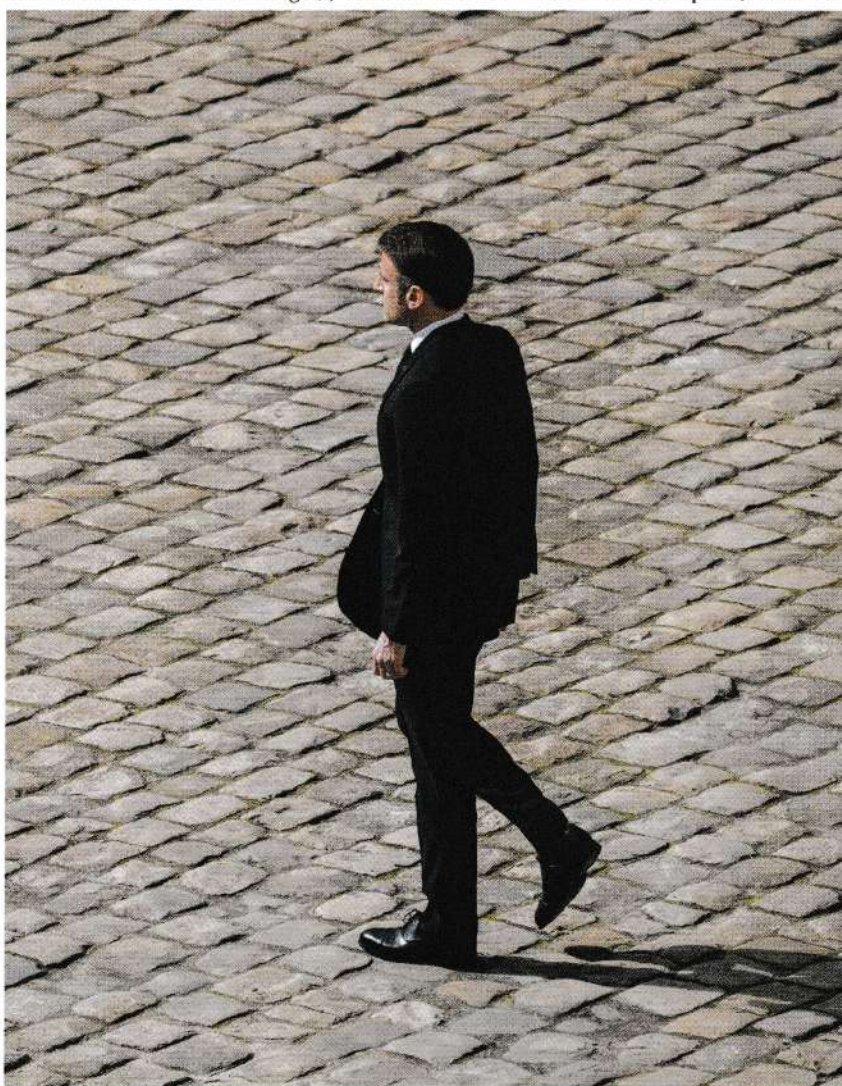
DE GAULLE, ARON, MENDÈS-FRANCE... C'est simple, il a des grands hommes plein la bouche, Bruno Roger-Petit, ce fameux dimanche 9 juin. Après le triomphe de l'extrême droite aux élections européennes (37 %) et le score riquiqui (14,6 %) de la majorité présidentielle, « BRP » (son surnom chez les initiés) et Jonathan Guémas, conseillers du président de la République, Emmanuel Macron, ont convoqué la presse internationale à une audioconférence pour expliquer, tard dans la soirée, le choix de dissoudre l'Assemblée nationale et de convoquer des élections législatives anticipées, les 30 juin et 7 juillet.

Conseiller spécial chargé de la communication et de la stratégie, Jonathan Guémas décrypte les ressorts de ce coup de poker politique avec à ses côtés Bruno Roger-Petit, en théorie simple conseiller mémoire. En théorie seulement. « *Respiration démocratique* », « *audace, dépassement* », « *moment de clarification* »... Le duo distille savamment les éléments de langage. Depuis quelques mois, « BRP » et Jonathan Guémas sont les *pistoleros* les plus en vue de l'Élysée. Les compères construisent ce dimanche soir un récit bien plus simple et lisse que la réalité : jusque dans l'après-midi, le scénario de la dissolution, qu'ils ont contribué à préparer en cachette depuis quelques semaines, n'était pas validé. Emmanuel Macron espérait encore dépasser les 20 % et attendre l'automne pour abattre sa carte.

POUR donner de la hauteur à l'ouvrage, Bruno Roger-Petit exhume quelques citations. « *Pierre Mendès France disait : "En démocratie, il faut convaincre." Je le cite souvent, je vais le refaire ce soir* », commence-t-il. Voilà ensuite Raymond Aron et sa « *célèbre formule* », « *L'histoire est tragique* », puis, en réponse à la question d'un journaliste, hop ! le « Général » en personne fait irruption : « *Comme disait de Gaulle, ce sont les circonstances qui dictent les décisions. Raisonner de manière figée, c'est faire de la petite politique.* » Le conseiller mémoire zappe François Mitterrand, qu'il place pourtant au sommet de son Panthéon personnel. Ce n'est sans doute pas le bon moment pour convoquer l'ancien président socialiste, qui a laissé le souvenir d'un tango mortifère avec le Front national de Jean-Marie Le Pen pour se maintenir au pouvoir. Emmanuel Macron est lui-même accusé, ce soir, de jouer avec le péril de l'extrême droite pour réveiller le front républicain.

Jamais la bande de BRP n'a paru si puissante que ce 9 juin. Cette décision de dissoudre a été tenue secrète jusqu'au dernier moment par un petit groupe d'une dizaine de personnes. Même le premier ministre, Gabriel Attal, la découvre au dernier moment. Bruno Roger-Petit se paye le luxe de sous-entendre que la dissolution, c'était son choix. Au fil des heures,

il rode le récit d'une décision qui doit beaucoup à sa petite équipe. En coulisse, il y a l'ami Clément Léonarduzzi. « *Je suis loin* », répète à qui veut l'entendre l'ancien conseiller spécial d'Emmanuel Macron. En réalité, le patron de Publicis Consultants n'a jamais réellement quitté le Château depuis son départ officiel, au lendemain de l'élection présidentielle de 2022. Mieux, selon *La Tribune*, il reprend du service au sein de l'équipe de campagne des législatives. Il y a quelques mois, il avait adoubé Jonathan Guémas, un de ses meilleurs amis et un temps embarqué avec lui chez Publicis, pour le remplacer à son poste de conseiller spécial. Il y a aussi un nouveau complice, Pierre Charon, ex-sénateur LR de Paris,



fidèle de Nicolas Sarkozy, tout heureux de retrouver là, dans cette petite bande, une nouvelle famille politique.

Emmanuel Macron et Bruno Roger-Petit se sont connus en 2016, à la veille de l'élection présidentielle. « BRP », qui a longtemps présenté les JT nocturnes de France 2, tient alors, à 54 ans, un blog pour le magazine économique *Challenges* où il suit de près ce trentenaire qui promet de faire turbuler le système. Le candidat a repéré ses écrits enthousiastes. Il lui a accordé un grand entretien, en octobre. Juste après s'être déclaré à Saint-Denis, le 16 novembre, l'ancien ministre de l'économie de François Hollande lui livre un miniscoop au téléphone : il sort tout juste d'une visite discrète de la basilique des rois de France, où il est venu chercher l'onction de l'histoire. « *Seul en son destin* », traduit aussitôt le journaliste sur son blog. « *Le geste de Macron rappelle qu'il est deux catégories de candidats à l'élection présidentielle : ceux qui hantent les lieux de mémoire, en quête d'encens, et ceux qui occupent les plateaux de télévision, en perte de sens* »,

écrit-il alors. La feuille de route de son futur poste semble toute tracée. À l'Élysée, le conseiller, bombardé porte-parole, se retrouve pourtant vite sur la touche. En juillet 2018, sa vidéo improvisée pour éteindre l'affaire Benalla – du nom de cet ancien collaborateur de la présidence, filmé, habillé en policier, en train de tabasser un jeune homme lors d'une manifestation – l'a ridiculisé. Un ratage, y compris technique. Le voilà rétrogradé conseiller mémoire. Il s'épuise dans des guerres picrocholines pour tenter de trouver sa place au Château. Tiens, une idée. Pourquoi ne pas faire entrer au Panthéon Charles Péguy, écrivain dreyfusard devenu ardent nationaliste, chrétien inclassable, mort au combat lors de la première guerre mondiale, suggère-t-il un jour. Voilà qui aiderait à parler à la droite catholique. Regard désolé de Sylvain Fort, alors plume et spin doctor d'Emmanuel Macron : le nom de Péguy figure déjà dans la liste d'écrivains combattants gravée sur le sol du monument.

Les déconvenues s'accroissent. À la fin de l'été 2019, le chef de l'État nomme un « vrai » historien, Joseph Zimet, pour s'occuper de sa communication. Une concurrence directe sur le dernier carré de compétence de « BRP ». L'ancien chroniqueur sportif d'i-Télé, qui a tenté en vain de s'exfiltrer vers la Fédération française de football, n'a décidément pas la cote. En octobre, cette année-là, il quitte la pénombre déprimante de son bureau, au rez-de-chaussée du palais, pour accompagner, une fois n'est pas coutume, le président de la République hors de Paris. Emmanuel Macron doit participer au centenaire du quotidien régional *La Montagne*, à Clermont-Ferrand, histoire de montrer qu'il a retenu la leçon des « gilets jaunes » et n'oublie pas la « France périphérique ». Il doit aussi se rendre au chevet de Michel Charasse, l'ancien gardien des secrets les plus inavouables de Mitterrand. Bruno Roger-Petit le vénère. Ces derniers mois, Michel Charasse lui a transmis le vade-mecum du parfait conseiller élyséen : fidélité inconditionnelle au président, capacité à sentir l'humeur du pays et à rapporter la rumeur de la cour, aptitude à monter des coups, aussi.

« BRP »

admirer tellement Michel

Charasse qu'il lance à sa mort, en février 2020, un club informel à son nom au sein de l'Élysée. Pas besoin de carte d'adhérent : il faut simplement manger, boire, et faire des blagues, comme Charasse, préférer la chair de la politique politicienne aux lignes budgétaires ou aux tableaux Excel, comme Charasse. Les « dîners Charasse » se déroulent à la questure, chez le député Florian Bachelier, ou à l'hôtel Marigny, les salons de la présidence situés en face de l'Élysée. Ces agapes s'apparentent à des poches de résistance face aux « Mormons », ce premier cercle – Sylvain Fort, Sibeth Ndiaye, Ismaël Emelien, Stéphane Séjourné – qui a accompagné la victoire d'Emmanuel Macron. « *La gauche américaine* », comme la surnomme « BRP » avec mépris, biberonnée, reproche-t-il, aux images « *politiquement correctes* » de Barack Obama et de Justin Trudeau.

Les « dîners Charasse » attirent des outsiders : Maxance Barré et Jérôme Peyrat, conseillers politiques du président ; Aurélien Taché, député La République en marche, plus franchement de gauche que ses camarades, mais amateur de controverse et de débat. Et donc, Jonathan Guémas, alors encore jeune plume d'Emmanuel Macron. « *Il faut que le président voie des vraies gens et boive du pinard!* », s'enflamment les convives. On parle parfois avec émotion de Jean-Pierre Chevènement et de son petit parti – représentant d'une gauche souverainiste et sécuritaire – auquel Emmanuel Macron a un jour adhéré. Leurs rendez-vous s'expatrient vite dans des salons du

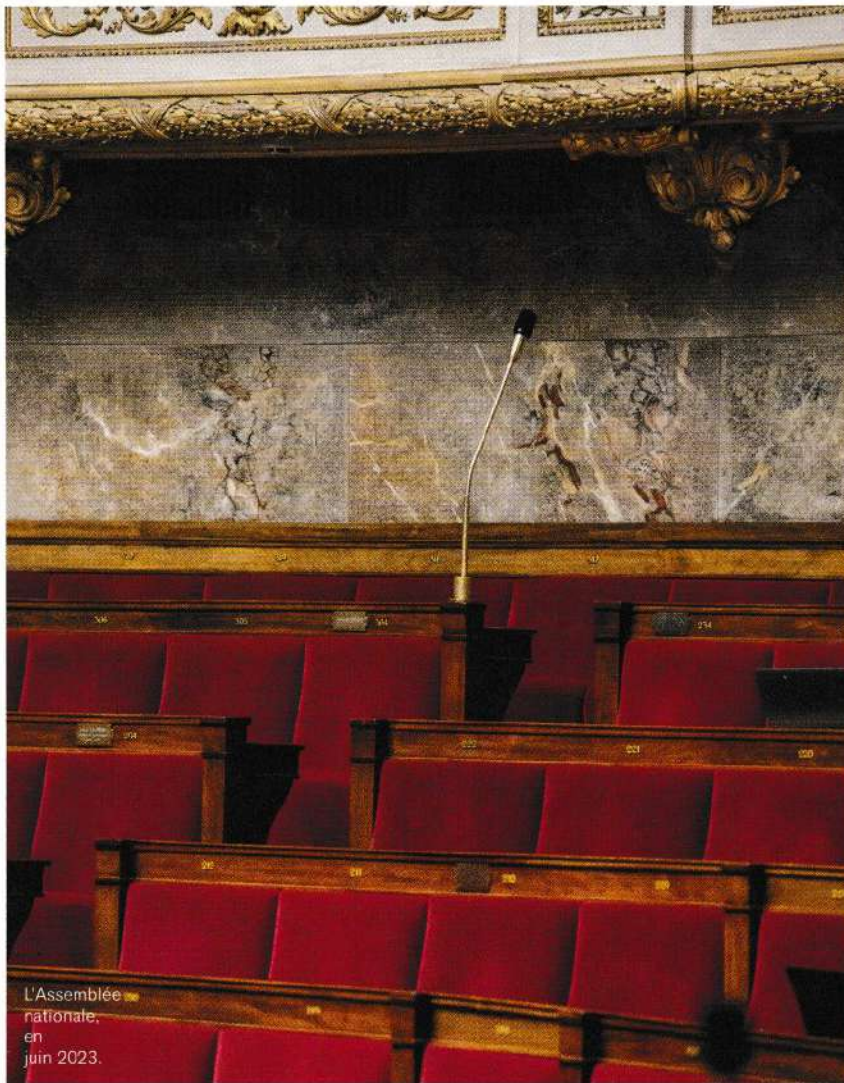
palais ou à l'extérieur du 55, rue du Faubourg-Saint-Honoré, sans qu'il ne soit plus question de Charasse. L'idée est de convier des élus de tous les bords, des intellectuels, des personnalités du monde médiatique, avec, en échange du carton d'invitation, la promesse d'une stricte confidentialité. Il faut accepter de parler sans détour. Savoir faire de la « poloche » et trouver le meilleur moyen d'élargir l'assise présidentielle, à gauche, mais surtout à droite, là où le gros du travail reste à accomplir. Dans le langage politique, cette manière de ratisser hors de ses plates-bandes s'appelle « trianguler ». La spécialité de « BRP ».

Le conseiller consigne le mot noir sur blanc dans ses notes au « PR » – et dont certaines ont pu être consultées par *Le Monde*. Fin 2019, Bruno Roger-Petit, qui entame sa *remontada*, se laisse séduire par un certain Pierre Malinowski, un aventurier rémois qui a trouvé en Russie les ossements de l'un des plus proches compagnons de Napoléon, tombé à Smolensk en 1812. En objet de sa note au président, le 16 novembre 2019, « BRP » écrit son objectif : « *rapatrier le corps du général Gudin* » et « *organiser une cérémonie aux Invalides en présence du président Poutine* ». « *Sur le plan de la politique intérieure, explique-t-il, cette cérémonie permettrait de trianguler avantageusement les positions de tous vos adversaires* ». En clair : plaire aux pro-Russes anti-atlantistes, nombreux au sein de la droite et de l'extrême droite. Le projet fou de « BRP » et de Pierre Malinowski – qui vit désormais à Moscou et a pris la nationalité russe depuis l'invasion de l'Ukraine – n'a jamais vu le jour.

Triangler, c'est aussi attirer à soi des concurrents. Ainsi, c'est par Bruno Roger-Petit que le sarkozyste Pierre Charon a pour la première fois rejoint la petite troupe

d'anciens sympathisants de gauche. Il a d'abord été invité, puis n'est jamais parti. Il a retrouvé le chemin de l'Élysée et la compagnie d'un nouveau président qui, en avril, l'a décoré en personne de la Légion d'honneur. Il y a vingt ans, « BRP » avait enrôlé le sénateur comme chroniqueur de son émission « *Langue de p...* » sur la radio BFM : « *Langue de pute* », le surnom de Charon à l'Hôtel de ville sous Jacques Chirac. Le journaliste adore le parler « cash » de l'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy qui ne brille pas toujours par sa finesse. Lui aussi aime les coups fourrés (certains le surnomment « *le Prix Nobel de l'embrouille* »). Pierre Charon se vante de « *connaître la popote de l'Élysée* » et a toujours un vieil exploit à raconter au dessert : « *Je faisais ça avec Sarkozy, vous devriez faire çà avec Macron...* »

La bande qu'il formait à l'époque Sarkozy avec Laurent Solly, David Martinon, Emmanuelle Mignon ou Frédéric Lefebvre, était surnommée « *la Firme* ». Elle avait porté avec succès l'ex-maire de Neuilly-sur-Seine



L'Assemblée nationale, en juin 2023.

au pouvoir. L'actuel chef de l'État, justement, cherche des stratégies en vue de la présidentielle 2022. Il rêve de trouver son « équipe B », comme Édouard Philippe, son populaire ancien premier ministre, qui peut compter sur ses propres snipers, Gilles Boyer et Thierry Solère, pour distiller des off à la presse et tisser des liens discrets dans le monde politique. Macron confie cette tâche à son nouveau communicant, Clément Léonarduzzi. Intime de Jonathan Guémas, rencontré aux réunions des Gracques, un think tank social-libéral, le spin doctor voit l'avantage qu'il peut tirer de s'allier avec « BRP ». Ses prédécesseurs s'en étaient fait un ennemi – Joseph Zimet l'a payé de son départ. Lui l'implique et l'écoute.

Le conseiller mémoire déborde parfois, en poussant de manière trop visible ses idées auprès des journalistes, mais son expérience, sa culture politique et son large réseau peuvent devenir un atout pour « l'équipe du récit présidentiel ». Couvé par Brigitte Macron qui l'adore, il prend de plus en plus de place, profitant du grand vide laissé par le départ des macronistes historiques dans le privé.

Ensemble, le trio Léonarduzzi, Guémas et « BRP » consulte, et reçoit. Ce 15 octobre 2021, c'est la tête d'affiche de CNews, la Fox News de Vincent Bolloré, Pascal Praud, qui est invité à dîner à l'Élysée par les membres de « la Firme », comme l'appellent certains macronistes. Ce soir-là, le président de la République, retenu par un sommet européen, glisse un petit SMS au journaliste vedette de « L'Heure des pros ». Tous ont bien compris l'intérêt de ne pas s'aliéner cette vedette et cette chaîne sur laquelle « BRP » reste désormais branché en permanence. CNews permet de prendre le pouls du pays, de cerner thématiques en devenir et polémiques naissantes, voire de faire passer des messages – y compris avec des textos lus en direct, en pleine émission. Il y a là matière à polariser l'opinion française en deux camps, quelque chose qui ne peut qu'intéresser ces stratégies : imposer un duel entre le macronisme et l'extrême droite, balayer hors du jeu les autres partis. C'est la tactique « vendue » au président, jusqu'à il y a quelques semaines encore, lorsque Emmanuel Macron expliquait vouloir « mouiller le maillot » et débattre à nouveau face à Marine Le Pen, avant l'élection européenne. Encore une idée de la bande à « BRP », assurent des ministres. L'intéressé dément.

Grisé par la confiance que lui accorde le président, Bruno Roger-Petit ne s'interdit rien. Ni personne. Le conseiller veut sonder les intentions de Marion Maréchal ? Il déjeune avec elle en toute discrétion, en octobre 2020, dans un salon privé de la brasserie La Rotonde, à Montparnasse, avait révélé *Le Monde*. Le maire de Béziers, Robert Ménard,

semble vouloir s'éloigner du Rassemblement national ? Il l'invite à l'Élysée, en janvier 2022, pour une cérémonie d'hommage aux pieds-noirs, et vante en privé un « positionnement républicain irréprochable ». Quant à Éric Zemmour, qui enregistre des audiences records tous les soirs sur CNews, Bruno Roger-Petit ne parle que de lui aux politiques et aux journalistes. « Bien sûr qu'il faut aller sur son plateau, déclare-t-il alors en privé face à la gêne de certains macronistes. *Un politique doit aller là où est le public.* » Quand le polémiste est agressé en pleine rue, en 2020, Emmanuel Macron l'appelle longuement, et l'information fuit aussitôt dans *Valeurs actuelles*. Là où le chef de l'État accordait, un an plus tôt, son

unique entretien présidentiel consacré à l'islam et à l'immigration. « *Dans cette interview, les lecteurs de Valeurs actuelles ont pu lire les noms de Jaurès et Briand* », défend à l'époque « BRP ».

Triangler. À l'occasion de la campagne des européennes, l'Élysée et son conseiller mémoire continuent de se prêter à ce jeu, flattant aussi bien les déçus de la gauche et de la droite. Il y a d'abord eu la panthéonisation du résistant communiste arménien Missak Manouchian, le 21 février. Un succès populaire. Puis est arrivé le 80^e anniversaire du débarquement en Normandie. Encore de la ferveur, de l'émotion, une ode à la résistance et à l'Europe, à trois jours de l'élection. L'histoire est aussi un matériau politique. À peine la dissolution annoncée, l'Élysée a aussitôt fait savoir que le président ne changerait rien à son emploi du temps du lendemain et se rendrait comme prévu à Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne), théâtre du massacre, le 10 juin 1944, de six cent quarante-trois civils par la division SS Das Reich.

« *Il n'y a pas de cabinet noir* », jure aujourd'hui Bruno Roger-

Petit. Seulement des apprentis sorciers, soupirent de nombreux députés de la majorité, effrayés à l'idée de perdre leur mandat et de voir le RN triompher à l'Assemblée, avec Jordan Bardella à Matignon. Car les comptes sont là : en sept ans de présidence Macron, il y a eu l'interview à *Valeurs actuelles*, des flirts avec CNews, la reprise des mots « *décivilisation* » ou « *ensauvagement* » et enfin une loi immigration, promulguée en début d'année, flattant l'idée de préférence nationale. Résultat, le parti fondé par Jean-Marie Le Pen a obtenu le score le plus important de son histoire au premier tour d'une élection. Il cavale en tête dans 93 % des communes françaises, du jamais-vu. Malgré cette leçon, les laborantins de l'Élysée sont toujours en cour. La preuve ? Ce sont eux qui se flattent d'avoir trouvé le slogan que les candidats devront défendre face aux électeurs lors de ces législatives. Un triptyque. Encore une œillade aux conservateurs, encore une discrète triangulation : « *ordre, ambition, respect* ». (M)

Grisé par la confiance que lui accorde le président, Bruno Roger-Petit ne s'interdit rien. Ni personne. Le conseiller veut sonder les intentions de Marion Maréchal ? Il déjeune avec elle en toute discrétion, en octobre 2020, dans un salon privé de la brasserie La Rotonde, à Montparnasse, avait révélé « Le Monde ».